

L'Éclair

ADMINISTRATION BUREAU D'ANNONCES
LILLE, 15, rue d'Angleterre, LILLE 1, rue des Sept-Agaches, Grand Place

CONDITIONS
Par la poste. On an... 50 francs
Six mois... 30 francs
Trois mois... 15 francs
Département sans droit de livraison en sus

PUBLICITE
Annonces... à la page 0,25
Relatives... 0,75
Fais-divers... 1,50
Chronique locale... 4,00

TEMPÉRATURE
Lille, le 15 mars.
Minimum, nuit, abrité... 3-4
Minimum, nuit, découvert... 1-2
Maximum, jour, à l'ombre... 10-11
Maximum, jour, au soleil... 14-15
État du ciel... 1-2 nuages
Direction du vent... E
Force du vent... 1-2



A VIDE

Ne trouvez-vous pas que la machine parlementaire paraît tourner à vide. Il y a beaucoup de visites, de palabres, d'entre-venues entre les ministres et les gros législateurs de la Chambre ; à la Chambre même on s'interpelle, on vote oui, on vote non, mais qu'en sort-il le plus souvent, ou plutôt toujours ? Rien ou tout au plus la promesse de quelque chose.

C'est ainsi que le produit du travail de nos 15.000 du Palais-Bourbon la semaine dernière, se réduit à un projet d'amnistie dont les journaux démentent les articles ; c'est vraiment peu, trop peu au prix de nos montées les heures de nos honorables.

Et au Sénat on fait beaucoup à l'égard, au moins que vous seriez bien embarrassés de le désigner, et moi aussi. L'engagement, c'est de 15.000 fr. par tête, et l'impôt est qu'on pratique non pas le repas, mais le travail hebdomadaire.

Il est vrai que, dans la société future, celle des rêves de Jaurès et de l'idéal de Guéde, l'un gros châteaillon, l'autre en cure à la Côte d'Azur, on ne devra plus travailler qu'une heure vingt par jour.

Mais trêve de plaisanteries ; il me semble avoir découvert la cause, ou du moins l'une des causes du phénomène.

As Palais-Bourbon, comme au Luxembourg, on a peur d'aborder de front les traités ouvriers, le rachat de l'Ouest, voire même le budget de 1909.

Retraites et rachat ont été votés par les députés, mais sans aucun souci de faire œuvre utile, réalisable, mais avec la persuasion que l'on se livrait à une démonstration législative, purement théorique. Ministres et majorité sont allés sans examen. Le Sénat est là, se disant, qui prendra le temps de la réflexion, de la mise au point, et il passera de l'eau, beaucoup d'eau sous les ponts de la Seine avant que retraites et rachat ne nous reviennent. D'ici là...

Et pendant que les sénateurs n'emportent, rétrospectivement, appellent les ministres ou sont appelés par eux, ne faut-il pas que les députés ne fassent rien ou fassent des riens.

Nous voyons que chaque semaine l'une, plus souvent deux des cinq séances sont prises par des questions ou des interpellations. Nous avons eu la marine et les effectifs, nous avons périodiquement le Maroc.

On vient de découvrir que la C. G. T. — lire la Confédération générale du Travail — est subrepticement mise en possession des communications téléphoniques entre le

ministère de l'Intérieur et les grands services publics de la capitale, de sorte qu'au moment voulu les grands chefs de la Sécurité pourraient rendre impossible l'action du gouvernement pour assurer l'ordre ou réprimer un mouvement révolutionnaire.

Veilà encore matière à une jolie interpellation. La chose en vaut la peine et prendra du temps.

Nous comprenons que le Ministère et le Bloc accueillent sans grimacer ces moyens d'allonger la ficelle.

Car comment se représenter à discuter d'abord, avec le désir d'aboutir promptement, les retraites ouvrières quand on n'a pas devant soi le premier centime pour les payer ?

Il n'y a guère autrement pour le rachat de l'Ouest. Ceux qui poussent le plus énergiquement en apparence à cette opération sont bien forcés de se demander : Comment racheter quand on n'a pas d'argent ? Comment affronter une exploitation, déjà peu rémunératrice, et qui dans les mains de l'Etat, va fatalement devenir une mauvaise affaire ?

Et l'impôt sur le revenu, me direz-vous, on y travaille, on le discute ferme et les articles se votent, on se voit presque le bout.

Heureusement qu'il est là pour mettre quelque chose entre la dent des députés, mais à la façon dont on l'exécute, comment ne pas penser à la façon dont furent votées les retraites ouvrières ? Pour lui aussi, on compte sur le Sénat et sur le temps.

Et du budget de 1909 on a peur aussi. Les ministres, parait-il, avaient établi chacun leur compte : c'était juste, en parfait équilibre. Mais il vient, de se produire l'équilibre toujours imprévu et qu'il faut toujours prévoir : des crédits supplémentaires, des augmentations de dépenses ont tout bouleversé, tout est à recommencer, et ce pauvre budget est menacé de ne pas voir le jour plus tôt en saison que ses devanciers.

Et en même temps que ces tanais, causés par le manque d'argent, se produisent les rivalités de personnes et les impatiences socialistes.

Pour les endormir il n'y a plus de ces belles grandes lois anticorruptives ; fini, bien fini le beau temps où l'on s'en donnait à plein cœur contre les congrégations, et contre le Concordat.

On garde sans doute en réserve à la Chambre la loi qui tuera la liberté d'enseignement, au Sénat la loi qui doit dépeupler les morts-c ; prières et des messes marquées sur leur testament ; mais est-ce un peu bien, malgré pour les estomacs du Bloc, habitués à des mets autrement consistants.

Il n'est pas inutile de constater cette situation ; mais elle ne doit être considérée qu'un passant par ceux qui, avec raison, estiment qu'il y a mieux à faire qu'à récriminer et à se lamenter.

Les blocards s'est entendu, sent, au point de vue social, inutiles, nuisibles au peuple. Et l'endormir, le tromper, le rugent.

Il appartient aux honnêtes gens et tout particulièrement aux catholiques de promouvoir par des efforts pratiques, personnels, persévérants, les œuvres et les institutions sociales qui finiront bien, par la force des choses, par avoir une répercussion réelle, efficace sur la politique.

Il n'est pas d'autres moyens de rendre propre, honnête, bienfaisante cette chose dont on ne peut se passer et qui, à l'usage, est devenue, vilaine, coûteuse, pernicieuse à l'égard d'un Dieu.

V. N.

ÉCHOS

NOMINATION ECCLÉSIASTIQUE
M. l'abbé Carrière, curé de Cuimcy, est transféré à Saulchoy.
L'installation à Saulchoy aura lieu dimanche prochain, à trois heures.

M. Carton, le distingué architecte de Saint-Pierre-Saint-Paul, après avoir porté la bonne parole au Congrès de Lyon, s'arrêta au palais légal de Moulins où une large hospitalité lui fut offerte.

Le dimanche 15 mars, M. l'archevêque assista de Grandeur aux offices de la journée à la Cathédrale.

Le soir, M. Carton, au Grand-Séminaire, fit une conférence à laquelle assistèrent les œuvres et principalement sur les œuvres agricoles. La séance ne sera pas stérile. Au dernier Congrès de Gannat cette question des Associations et Syndicats agricoles fut longuement étudiée et Mgr l'évêque de Moulins, en termes chaleureux, et les résultats obtenus par les œuvres de travail de Templevue.

Un Grandeur vient de recouvrer l'établissement confié du Réray qui contient près de trois cents hectares.

Les œuvres y fleurissent.

VOTE DE NOS DÉPUTÉS
Voici comment se sont répartis les votes de nos députés :

1° Sur la prise en considération de l'amendement de M. l'abbé Lantier à l'article 15 du projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu, tendant à ajouter après les mots : « Les propriétaires fonciers qui exploitent pour leur compte », le mot « ou qui habitent les immeubles leur appartenant ».

Ont voté pour : MM. Delaune, Henry Goussier, Delory, Durry, Flévet, Ghesquière, Guillemin, Guillaud, Meunier, Sella, Vandamme.

Ont voté contre : MM. Debove, Delacroix, Le Roy, Pasquel.

N'ont pas pris part au vote : MM. Defontaine, Drouot, Guesde, Lantier (retenu à la Commission des Douanes).

AVIS AUX OULONNEUX
Les périodes de fermeture des colombiers, sauf pour les pigeons voyageurs, ont été fixés par arrêté préfectoral aux dates suivantes : Du 1er mars au 30 avril inclusivement ; du 30 juillet au 30 août et du 1er octobre au 15 novembre.

UN BILAN
Pendant la session supplémentaire des sessions du Nord qui vient d'être close, le jury a eu à statuer sur huit affaires : cinq de meurtres, assassinats, coups et blessures, deux de meurtres et une de vols qualifiés. Treize accusés étaient impliqués dans ces affaires.

La Cour a prononcé six acquittements ; une fois la peine de mort ; deux fois celle des travaux forcés (18 ans) ; une fois la réclusion (5 ans), et trois fois l'emprisonnement (3 ans).

La Cour a prononcé, en outre, une fois la réclusion et une fois l'interdiction de séjour (5 ans).

ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES D'APPAREILS À VAPEUR
Concours pratique de chauffeurs pour 1908

Voici les conditions de ce concours :

Le concours de 1908 se fera à l'usine de la Société des Automobiles Peugeot, à Fives-Lille.

bonne marche de l'établissement, sera immédiatement exclu du concours.

Les dispositions de détail arrêtées par la Commission et destinées à assurer la régularité du concours seront expliquées, sur les lieux, à chaque concurrent.

Les concours commenceront le jeudi 23 avril.

Les prix qui pourront être accordés sont les suivants :

1^{er} Prix : 250 fr. et une médaille d'argent.
2^e — 200 fr. —
3^e — 100 fr. —

Des diplômes constatant le numéro de classement seront joints à ces prix.

La Commission se réserve le droit de déclarer des récompenses supplémentaires, et les résultats obtenus par les concurrents lui paraissent mériter cette distinction.

Les prix seront décernés dans la prochaine séance solennelle de la Société Industrielle du Nord de la France.

Gazette du Nord
On annonce la mort :

M. A. LILLE, de M. Robert Verley, fils de M. et Mme Verley-Crouan, pieusement décédé dans sa 24^e année, après quelques jours de maladie. Les funérailles auront lieu vendredi, à onze heures, en l'église St-André.

M. A. LILLE, de Mme veuve Guillaud, née Brié, décédée dans sa 72^e année, munie de ses sacrements. La défunte était l'auteur d'un des dévoués et anciens porteurs de la « Croix du Nord ».

M. A. HOULLENS, de M. et Mme Delory, belle-mère de M. le docteur Mayolle, décédée ce matin, à l'âge de 88 ans.

M. A. VIELLE, de M. et Mme Paquin, mère de M. l'abbé Paquin, curé de la paroisse St-Germain, à Moutiers, pieusement décédée à l'âge de 73 ans, après quelques jours de péribles souffrances.

M. A. MARESCHE, de M. Dr. Secor, fabricant de sucre, maire de la commune. M. Secor était âgé de 83 ans.

Ses funérailles seront célébrées vendredi.

Ses recommandations aux prières l'âme de défunte et offrons à leurs familles nos chrétiennes condoléances.

On nous annonce les fiançailles de Mlle Blanche Scahler, fille de M. et Mme Paul Mullier-Scahler, avec M. Félix Wéber, fils de M. et Mme Louis Wéber-Lordain, à ROUBAIX.

LES GRÈVES
A TOURCOING
Les ferblantiers-zingueurs, dans les maisons où le travail n'avait pas encore repris, recommenceront à se rendre à leurs ateliers à partir d'aujourd'hui jeudi. Ils obtiennent une augmentation de salaire de 10 pour cent.

Les 18 bûcheurs de la stature de coton de M. Joffre, rue de la Laitie, en grève depuis vendredi, ont repris le travail mercredi, sans obtenir l'augmentation sollicitée.

Les dix-sept débarras du peignage de M. Lamour, rue du Benth, sont toujours en grève.

LE CLASSEMENT
des Succursales de la Banque de France

Les succursales de la Banque de France font l'objet, tous les ans, de deux classements différents : le premier classement est établi d'après le montant total de leurs opérations, le second, d'après les résultats bénéficiaires.

D'après l'importance des opérations effectuées pendant l'année 1907, voici quelles sont les succursales qui occupent les dix premiers rangs :

Succursales	Mont p. total des opérations en 1907 (Millions de francs)
Paris	1.138
Marseille	990
Lille	828
Le Havre	803
Bordeaux	641
Roubaix-Tourcoing	481
Nancy	278
Nantes	214
Strasbourg	205
Valenciennes	203

Les neuf premiers rangs sont occupés par les mêmes succursales qu'en 1906. Valenciennes, qui occupait cette année le 10^e rang, était au 19^e en 1906.

Au point de vue des résultats bénéficiaires, le classement s'établit comme suit :

Succursales	Bénéfices (en Francs)
Le Havre	2.178.738
Bordeaux	1.334.888
Marseille	1.221.379
Nancy	1.133.510
Lyon	1.084.876
Lille	881.025
Roubaix-Tourcoing	854.779
Nantes	843.399
Cambrai	698.458
Angers	558.443

Lyon, qui occupait le 7^e rang en 1906, passe au 5^e en 1907 ; Roubaix-Tourcoing passe du 15^e au 7^e ; Cambrai, du 10^e au 9^e ; Angers, du 15^e au 12^e.

Lille recule du 5^e au 6^e et Nantes du 6^e au 8^e. Cambrai qui occupait le 15^e rang par le montant de ses opérations, est au 9^e par ses bénéfices et Angers du 15^e par ses opérations arrive au 10^e par ses bénéfices.

Châlons-sur-Marne passe de 102^e au 103^e rang par le montant de ses opérations et de 98^e au 72^e par ses résultats bénéficiaires.

Les opérations de cette succursale ont atteint, en 1907, 25.450.500 francs, contre 24.301.900 francs en 1906 et 19.924.800 francs en 1905. Les effets accomplis figurent pour 9.677.900 fr. et les opérations diverses pour 16.372.600 fr. Les bénéfices nets ressortent à 95.599 fr., contre 59.384 fr. en 1906 et 51.302 fr. en 1904.

Le bureau d'Epernay, qui dépend de la succursale de Reims, occupe le 5^e rang par l'importance de ses bénéfices, sur les 54 bureaux auxiliaires. Il tenait le 2^e rang en 1906 et le 1^{er} en 1905. Ses bénéfices bruts s'élevaient à 229.668 fr., contre 222.413 fr. l'an dernier. Ce bureau de Tourcoing occupe le 8^e rang par le montant de ses opérations, et le 10^e par ses bénéfices.

Le montant des opérations effectuées en 1907 par toutes les succursales de la Banque de France se chiffre par 14 milliards 979.900 fr., contre 12.640.014.800 fr. en 1906 et 10.443.289.000 fr. en 1905. Les bénéfices nets sont sensiblement supérieurs à ceux des années précédentes. Ils atteignent 23.405.225 fr., contre 19.976.302 fr. en 1906 et 15.374.037 fr. en 1905. Deux agences sont en perte : Cahors, de 1.619 fr., et Mendis, de 10.318 fr.

THE CHAMBARD
LE BILLEVAIS
CONSTITUTION

AVIS AUX PÊCHEURS
La sous-commission des allocations piscicoles, au ministère de l'Agriculture, vient de déposer les revendications suivantes :

1. Usage du chemin de halage. — L'article 25 de la loi du 10 août 1881, relatif à la pêche par un premier paragraphe ainsi libellé : « Tous ceux qui sont légalement autorisés à pêcher dans les cours d'eau navigables ou flottables ont le droit d'usage pour la pêche de la ligne, la pêche à la main, la pêche à la ligne, les fermiers de pêche de l'Etat, des rivières, etc. »

2. Pêche à la ligne le dimanche. — La ligne est flottante : toutes les fois que le pêcheur se trouve en possession d'une ligne flottante, il est tenu de la retirer de l'eau le dimanche, à moins qu'il ne soit autorisé à la laisser en place pour la pêche de la ligne, la pêche à la main, la pêche à la ligne, les fermiers de pêche de l'Etat, des rivières, etc.

3. Pêche à la ligne le dimanche. — La pêche à la ligne le dimanche est interdite, même temporairement, à moins qu'elle ne soit autorisée sans préjudice pour le repos des cours d'eau, il n'y a donc pas lieu de modifier par ce projet la loi du 15 avril 1881.

4. Participation des sociétés de pêcheurs à la réglementation. — Cette participation est reconnue avantageuse et elle pourrait être réalisée, notamment auprès des préfets-par des commissions départementales, comprenant des représentants des associations de pêcheurs à la ligne, les fermiers de pêche de l'Etat, des rivières, etc.

5. Pêche à la ligne le dimanche. — La pêche à la ligne le dimanche est interdite, même temporairement, à moins qu'elle ne soit autorisée sans préjudice pour le repos des cours d'eau, il n'y a donc pas lieu de modifier par ce projet la loi du 15 avril 1881.

6. Pêche à la ligne le dimanche. — La pêche à la ligne le dimanche est interdite, même temporairement, à moins qu'elle ne soit autorisée sans préjudice pour le repos des cours d'eau, il n'y a donc pas lieu de modifier par ce projet la loi du 15 avril 1881.

7. Pêche à la ligne le dimanche. — La pêche à la ligne le dimanche est interdite, même temporairement, à moins qu'elle ne soit autorisée sans préjudice pour le repos des cours d'eau, il n'y a donc pas lieu de modifier par ce projet la loi du 15 avril 1881.

8. Pêche à la ligne le dimanche. — La pêche à la ligne le dimanche est interdite, même temporairement, à moins qu'elle ne soit autorisée sans préjudice pour le repos des cours d'eau, il n'y a donc pas lieu de modifier par ce projet la loi du 15 avril 1881.

9. Pêche à la ligne le dimanche. — La pêche à la ligne le dimanche est interdite, même temporairement, à moins qu'elle ne soit autorisée sans préjudice pour le repos des cours d'eau, il n'y a donc pas lieu de modifier par ce projet la loi du 15 avril 1881.

10. Pêche à la ligne le dimanche. — La pêche à la ligne le dimanche est interdite, même temporairement, à moins qu'elle ne soit autorisée sans préjudice pour le repos des cours d'eau, il n'y a donc pas lieu de modifier par ce projet la loi du 15 avril 1881.

11. Pêche à la ligne le dimanche. — La pêche à la ligne le dimanche est interdite, même temporairement, à moins qu'elle ne soit autorisée sans préjudice pour le repos des cours d'eau, il n'y a donc pas lieu de modifier par ce projet la loi du 15 avril 1881.

12. Pêche à la ligne le dimanche. — La pêche à la ligne le dimanche est interdite, même temporairement, à moins qu'elle ne soit autorisée sans préjudice pour le repos des cours d'eau, il n'y a donc pas lieu de modifier par ce projet la loi du 15 avril 1881.

13. Pêche à la ligne le dimanche. — La pêche à la ligne le dimanche est interdite, même temporairement, à moins qu'elle ne soit autorisée sans préjudice pour le repos des cours d'eau, il n'y a donc pas lieu de modifier par ce projet la loi du 15 avril 1881.

14. Pêche à la ligne le dimanche. — La pêche à la ligne le dimanche est interdite, même temporairement, à moins qu'elle ne soit autorisée sans préjudice pour le repos des cours d'eau, il n'y a donc pas lieu de modifier par ce projet la loi du 15 avril 1881.

15. Pêche à la ligne le dimanche. — La pêche à la ligne le dimanche est interdite, même temporairement, à moins qu'elle ne soit autorisée sans préjudice pour le repos des cours d'eau, il n'y a donc pas lieu de modifier par ce projet la loi du 15 avril 1881.

16. Pêche à la ligne le dimanche. — La pêche à la ligne le dimanche est interdite, même temporairement, à moins qu'elle ne soit autorisée sans préjudice pour le repos des cours d'eau, il n'y a donc pas lieu de modifier par ce projet la loi du 15 avril 1881.